

# Neutraliser les Forces Armées, pour une transition apaisée

Tribune – Tribune libre – Patrick Rafolisy – 10/03/10

Les Forces Armées (FA) sont indéniablement au centre de la crise qui ronge le pays depuis il y a plus d'un an, si l'on ne cite que leur passivité regrettable du *Black Monday*, la perméabilité de leurs barrages menant à Ambohitsorohitra le 7 février 2009, les successives violentes répressions... et la mutinerie du CAPSAT. Depuis des décennies, on ne doutait plus de l'engagement politique des FA ou du moins de son commandement, qualifiés autrefois de « *mpitolona manao fanamiana* » [1]. On ne peut pas effacer du tableau, pour être objectif, le ralliement d'Ambohitsorohitra en 2002 et le « *Fampandriantany* » [2] qui s'ensuivirent (principalement par les *Zanadambo* [3]).

Cela suggère fortement que si l'on ne trouve pas de solutions appropriées contre cette néfaste polarisation politique, il est illusoire d'espérer une vie politique sereine pour les temps à venir. Il faudra en toute priorité « neutraliser », en tous les sens du terme, la Grande Muette devenue trop bavarde et plutôt instrument de politique politicienne que garante de la sécurité du territoire, des biens et des personnes.

## Situation de blocage

Les dernières interventions du GIC n'ont pas en apparence semblé conduire à décriper la tension politique. Il nous faudra patienter encore pendant plusieurs semaines pour espérer une éventuelle solution. En attendant, la vie de la Nation continue avec toutes ces misères et ces incertitudes.

En toute évidence, cette situation de pourrissement si elle perdure est voulue par une minorité qui en bénéficie, du point de vue de rentes questionnables et de publicité politique déloyale. Elle est cependant extrêmement préjudiciable pour l'avenir de la Nation et n'importe quel citoyen sensé ne demande que de s'en sortir rapidement et sûrement. À ce titre, il est encourageant de voir de bonnes volontés, comme les organisations de la société civile et la communauté internationale, qui s'activent pour apporter leur contribution. Ces contributions ont toutes leurs mérites sauf qu'apparemment elles ignorent ou feignent d'ignorer les facteurs réels de blocage.

Une observation simple de la situation amène à constater que le blocage semble venir principalement de la Mouvanse Rajoelina qui, à tort ou à raison (peu importe), veut unilatéralement diriger la transition. Pour pouvoir ainsi défier toutes les autres mouvances et la communauté internationale (et en particulier la SADC), sans une base démocratique évidente et avérée, elle se sent bien sûr assurée par une force et use de celle-ci pour ses manœuvres de maintien au pouvoir. Cette force provient visiblement des FA, et aussi dans une certaine mesure de la Justice [4], ou précisément par des « électrons libres » de celles-ci. Ainsi, tant que cette force reste politiquement active, elle constituera toujours une menace pour toute solution concertée à la crise et, en général, pour la stabilité politique future.

Nous étions tous témoins de ce que Monsieur Manandafy Rakotonirina et ses compagnons ont subi à l'hôtel Carlton en avril dernier et ceci ne constitue qu'un cas parmi tant d'autres où certains éléments des FA agissaient outrageusement pour le compte d'une tendance politique. Pareil cas risque de se produire à tout moment pour les adversaires politiques de la Mouvanse Rajoelina ou de celle qui arrivera aussi à enrôler des éléments agissants. Même pendant une transition dite consensuelle, le risque n'est pas minime si l'on n'arrive pas au préalable à régler une bonne fois pour toutes l'activisme de certains éléments des FA. Cela aurait pour conséquence d'empêtrer le pays dans une spirale de violences.

Il faudra alors, en tout état de cause, faire en sorte que les FA (re)deviennent non partisans pour espérer une vraie transition consensuelle, neutre et surtout capable de mettre en place une nouvelle gouvernance légitime et légale. En fait, il ne s'agira pas seulement de « désarmer » la dite Mouvanse mais aussi de l'épargner d'un très probable retour de flamme, comme certains anciens dirigeants l'ont subi, et surtout pour notre pays d'éviter un nouveau chaos.

Des solutions existent certainement pour écarter ce risque, elles méritent toutes d'être considérées mais prenons en seulement quelques unes.

## **Des mesures radicales**

L'on ne peut tout d'abord s'empêcher de penser à la solution concernant le GMP [5] en 1975. Elle a été utilisée pour neutraliser un corps armé de la police qui a été considéré comme la base agissante de la mutinerie dirigée par le Colonel Brécharad Rajaonarison et ensuite de l'attentat qui a coûté la vie au Colonel Richard Ratsimandrava, alors nouveau Chef de l'Etat. Cette solution rapide était possible, favorisée semblait-il par le choc psychologique national dû à l'assassinat de chef de l'Etat, avec une cohésion sans faille et un leadership incontesté au sein des Forces Armées. Ces dernières avaient alors déployé toute une armada pour venir à bout des hommes d'Antanimora d'alors. Cette cohésion semble actuellement difficile à trouver au sein de nos FA. Point n'est besoin d'être dans les secrets des armes pour savoir que le moral de la troupe est actuellement au plus bas, profondément sapé par une suspicion générale de corruption. Une telle option resterait ainsi improbable et, le cas échéant, ne contribuerait pas à une résolution durable de la crise.

Une solution à l'africaine peut aussi être envisagée. Il s'agit de neutraliser physiquement les dirigeants des forces activistes, comme ce qui s'est passé tout récemment en Guinée où la situation s'est pour le moment décantée suite au hors jeu concerté du Capitaine Dadis Camara et de son ancien aide de camp. Très radicale et efficace, cette solution nous mènera cependant des dizaines d'années en arrière et anéantira les acquis des successives luttes populaires et de notre marche vers la tolérance politique.

## **Des menées démoralisatrices**

Un autre scénario, qui en toute vraisemblance a déjà été utilisé ces derniers temps, serait de déstabiliser les unités militaires activistes en sapant par des moyens subversifs le semblant de cohésion et de loyauté qu'elles affichent.

On a pu constater les résultats dans les journaux comme par exemple le malaise au sein du FIS, apparemment résolu par l'intervention du Président de la HAT qui s'est entretenu directement avec les commandants de cette Force. Cela a par ailleurs démontré une fois de plus la délicatesse de la situation puisque cette Unité échappe totalement au contrôle du Ministre des Forces Armées et des Commandements.

La situation au sein de la Gendarmerie, caractérisée par la révolte d'éléments de la FIGN, constitue sans aucun doute un autre signe de cette menée subversive. Si cette option peut relativement neutraliser ces unités, elle ne constitue certainement pas une solution durable puisqu'elle aurait comme conséquences le sentiment d'insécurité et d'incertitude et favorise les enchères de malversations.

## **Une intervention étrangère ?**

La solution la plus idéale serait que les FA puissent pacifiquement, et en toute fraternité d'armes, régler elles mêmes l'activisme politique en leur sein. Elle est malheureusement illusoire pour plusieurs raisons. La principale en est que nos « pirates politiques » ne s'abstiendraient pas de tenter les militaires et la faible armature éthique de ces derniers n'y résisterait pas à coup sûr.

En effet, la discipline n'étant plus la force principale de notre Armée, on a espéré compter sur la longue tradition de respect des anciens dans les écoles militaires comme l'ACMIL et l'ENSOA. Malheureusement très parlant, les « bottages » des culs des grands anciens par les jeunes devant les caméras nous mettent devant une mentalité bien loin de cela. Les assises militaires en mai 2009 au Centre de Conférence d'Ivato n'ont apparemment pas arrivé à freiner les ardeurs déplacées.

Il reste alors une option plus probable de nous sortir de ce borborygme, la neutralisation des unités activistes par une force internationale et neutre (l'on se pose la question si celle de la SADC pourra répondre à ce critère). Pour que cela puisse aboutir sans heurts majeurs, il faudra que la majorité encore « constitutionnaliste » mais passive au sein de nos FA y soit associée. Elle devra comprendre et accepter que cette intervention ne soit pas une agression étrangère. Elle devra faire taire temporairement sa fierté en reconnaissant qu'à elle seule, elle n'arrivera pas de sitôt à résoudre son problème. Avec plus de volonté, elle devra participer au démantèlement des unités et la mise à l'écart des chefs militaires politiquement

instrumentalisés. Ce sera une mission internationale très limitée dans le temps et dans l'espace, le temps d'assainir les Forces, réorganiser la hiérarchie et stabiliser de nouveau le moral de la troupe.

Quelque soit la voie empruntée, croisons nos doigts, elle ne sera évidemment que le début du commencement de la refonte de notre politique de défense nationale. Le moment venu, sa conception devra se faire à partir d'un débat ouvert à tous les citoyens soucieux du *Tanindrazana Iombonana*.

## Notes

[1] Militant en uniforme, slogan du régime pseudo-socialiste de 1975 pour désigner les militaires.

[2] Pacification militaire suite à la crise post-électorale de 2002

[3] Nom de guerre des réservistes, forces pro-Ravalomanana, toujours en 2002.

[4] Cette institution mérite tout autant un sérieux « *lifting* » sinon un « *reengineering* » si l'on veut partir sur des bases saines dans la prochaine république.

[5] Groupe Mobile de la Police, successeur des fameuses Forces Républicaines de Sécurité (FRS) et remplacé par le FIP (Force d'Intervention de la Police) au Camp d'Antanimora.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Neutraliser-les-Forces-Armees-pour,13683.html>